

Les « gens de justice » célèbrent la Saint-Yves

Revue de
presse24
mai

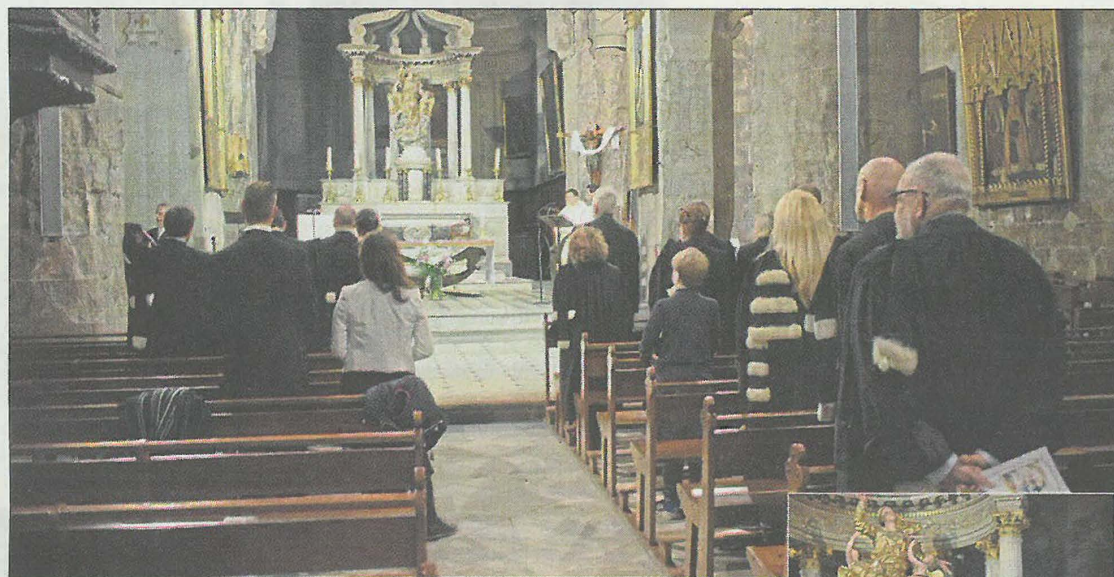
Cette célébration, relancée en 2012, a réuni une fois de plus avocats, juristes et autres acteurs de la justice en la cathédrale du Petit-Puy à Grasse

Quand la robe d'avocat rencontre les vêtements liturgiques. Bon nombre d'acteurs de la justice locale se sont accordés une parenthèse dans leur travail quotidien pour se réunir en la cathédrale de Grasse pour une messe donnée en l'honneur de Saint-Yves, le Saint-Patron des avocats et, plus largement, des gens de justice. Une messe dispensée par le père Cyril Geley.

« Au-delà des convictions religieuses, a exprimé Roland Rodriguez, bâtonnier de Grasse. C'est une occasion de nous retrouver autour des idéaux de justice. »

Se recentrer sur les combats du quotidien

Cette messe autour de la Saint-Yves avait été « relancée » en 2012, sous l'impulsion du bâtonnier de l'époque, M^e Jonathan Turillo, et le père Cyril Geley. Roland Rodriguez a tenu à poursuivre cette tradition qui a réuni bon nombre d'acteurs de la justice, comme Michaël Janas, président du tribunal de grande ins-



M^e Roland Rodriguez (à droite) et les acteurs de la justice à Grasse se sont réunis pour célébrer la messe de Saint-Yves.

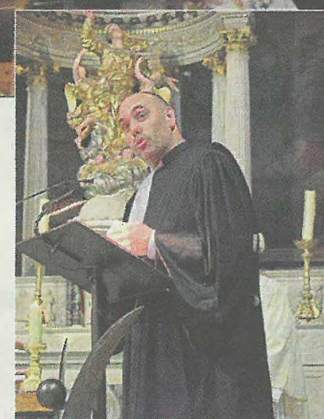
(Photos M. R.)

tance, ou encore Xavier Villeroy, directeur de la maison d'arrêt de Grasse.

« C'est important de maintenir ce genre de rendez-vous, reprend Me Roland Rodriguez. C'est le moyen de faire une petite pause

dans nos activités pour revenir aux sources et nous recentrer sur les combats du quotidien. C'est une appréhension philosophique mais elle est ouverte à tous. »

MAXIME ROVELLO
mrovello@nicematin.fr



Des réunions de travail dès aujourd'hui

Au sujet de la réforme de la justice, le bâtonnier de Grasse est clair : « Nous restons vigilants et attentifs sur toutes les prises de parole ».

« À la suite des mouvements locaux et nationaux, le ministère de la Justice a pris la mesure des contestations et a affirmé que le texte de loi ne rentrerait pas en examen parlementaire avant l'automne 2018. Ce qui laisse un délai pour effectuer des réunions de travail entre les représentants des avocats et le ministère de la Justice et travailler sur les points bloquants. Ces réunions vont démarrer demain [aujourd'hui Ndlr]. On ne veut pas dramatiser mais si le texte passe comme ça, cela va vider le TGI de certaines compétences. Il faut "réhumaniser" cette réforme de la justice », a conclu M^e Roland Rodriguez.